

# bulletin européen

## De Gasperi à Sorrente:

... «Nous acceptons sans réserve la méthode démocratique, même pour la défense des droits de classe, parce qu'ils sont les droits de l'homme, mais les droits de l'homme sont fondés sur les droits de Dieu. Voilà donc que nous pouvons apporter une contribution fondamentale à l'unification de l'Europe. Nous pouvons accepter un dirigisme modéré en Europe et même dans le monde entier, nous qui sommes pour une justice sociale tempérée par le souci de la liberté dans le système démocratique».

« Nous pouvons penser en Européens; mais nous voulons insérer cette façon de penser dans la conception universelle du Christianisme. Si nous pouvons même dépasser les frontières des Eglises et de la Chrétienté c'est parce que notre vocation est universelle, comme la rédemption et comme notre espoir en le Providence qui régit le monde entier».

« Nous devons faire vite. Hélas, il faut encore liquider la guerre. Les traités de paix restent à faire. Pour ceux-ci je n'ai naturellement pas de solution à proposer, mais vouloir c'est pouvoir; j'adresse un appel amical à nos amis de France et d'Allemagne; je les prie de faire vite et de voir loin ».

« Il faut surmonter les barrières du passé au nom de l'avenir de l'Europe, au nom du salut commun ».

... «Quelle valeur aurait le sens substantiel de la civilisation, qui est l'application des principes évangéliques à la réalité sociale, si nous ne réussissions pas à rendre justice au pauvre, si nous autres catholiques n'appliquions pas la doctrine de l'Évangile? J'espère donc qu'au cours de vos réunions, outre les formules unificatrices des résolutions, vous aurez réaffirmé dans vos esprits qu'une seule chose est essentielle. Cette chose seule exige tous les sacrifices, cette chose seule exige les compromis personnels, familiaux et nationaux».

« Cette chose, c'est le sens unitaire de la communauté humaine, ce sens de fraternité universelle, au-dessus des nations et de la politique, qui est l'héritage et le patrimoine du Christianisme ».



Sous la présidence d'honneur de  
**MM. WINSTON CHURCHILL, ALCIDE DE GASPERI**  
**PAUL-HENRI SPAAK**

## LE MOUVEMENT EUROPÉEN

**groupe les organisations suivantes:**

|  |              |                        |
|--|--------------|------------------------|
| <i>Union Européenne des Fédéralistes</i>                 | Présidents : | H. FRENAY, H. BRUGMANS |
| <i>United Europe Movement</i>                            | „            | W. CHURCHILL           |
| <i>Mouvement Socialiste pour les Etats Unis d'Europe</i> | „            | E. RASQUIN             |
| <i>Ligue Economique de Coopération Européenne</i>        | „            | P. VAN ZEELAND         |
| <i>Nouvelles Equipes Internationales</i>                 | „            | DE SCHRYVER            |
| <i>Conseil Français pour l'Europe Unie</i>               | „            | RAOUL DAUTRY           |

### Comité Exécutif

Bureau: DUNCAN SANDYS, Président ; ANDRÉ PHILIP, Délégué Général ; J. H. RETINGER, Secrétaire Général ; R. BICHEF, H. BRUGMANS, R. DAUTRY, LORD LAYTON, E. RASQUIN, P. VAN ZEELAND, Vice Présidents ; E. GIACCHERO, H. INGEBRETSSEN.

Membres : Quatre délégués de chaque organisation affiliée ; un délégué de chaque Conseil National ; et des délégués des Sections d'Etudes.

### Conseil International

Président : PAUL-HENRI SPAAK

Membres : délégués des Conseil Nationaux et tous les membres du Comité Exécutif

### Conseils Nationaux

Constitués dans les pays suivants : France, Grande-Bretagne, Italie, zones occidentales d'Allemagne, Turquie, Autriche, Belgique, Grèce, Pays-Bas, Portugal, Suède, Danemark, Eire, Norvège, Suisse, Islande, Luxembourg.

### Sections d'Etudes

|   |              |                       |
|---|--------------|-----------------------|
| <i>Section Culturelle</i>               | présidée par | SALVADOR DE MADARIAGA |
| <i>Section Juridique</i>                | „ „          | PIERRE-HENRI TEITGEN  |
| <i>Section de la Campagne Populaire</i> | „ „          | HENRI BRUGMANS        |
| <i>Commission Institutionnelle</i>      | „ „          | PAUL RAMADIER         |
| <i>Sous-Comité Financier</i>            | „ „          | CHRISTIAN MONNIER     |
| <i>Sectoin Economique et Sociale</i>    | „ „          | SIR HAROLD BUTLER     |

### Bureau d'Etudes

#### Pour un Centre Européen de la Culture

Directeur : D. DE ROUGEMONT ; Secrétaire-général : RAYMOND SILVA

## LA SECTION DES PAYS DE L'EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE DU MOUVEMENT EUROPÉEN

La Section des Pays de l'Europe Centrale et Orientale du Mouvement Européen a été créée à Londres au mois de décembre 1949. Son Comité de Direction est composé de :

|                      |  |
|----------------------|--|
| Président :          | Rt. Hon. HAROLD MACMILLAN M. P.  |
| Rapporteur Général : | Ct. E. BEDDINGTON-BEHRENS  |
| Vice-Président :     | M. ERNEST PEZET (France) Sénateur Vice-Président de la Commission pour les Affaires Etrangères à l'Assemblée Nationale |
| „ „                  | M. K. VORRINK (Pays Bas), Sénateur, Président du parti socialiste  |
| Membre en Conseil :  | Sir HAROLD BUTLER  |

# Les relations franco-allemandes

**M. Henri Frenay, ancien Ministre, Président du Bureau Exécutif de l'U. E. F., a publié dans l'Ouvrier Libre, à propos des relations franco-allemandes, l'intéressant article que nous reproduisons ci-après :**

Voilà bientôt deux ans que nous autres Européens n'avons cessé de mettre en garde nos amis Allemands et Français sur le dangers que ferait courir à l'entente des deux pays l'angle sous lequel était envisagé de part et d'autre le problème de la Sarre. Le mois dernier encore j'écrivais : « Sur un sujet si brûlant nous souhaitons tant du côté allemand que du côté français, que des intempérances de langage ne viennent pas envahir inutilement les choses et provoquer la crainte ou la colère ».

Reconnaissons que nos vœux, ont eu un caractère parfaitement platonique illustré par de récents événements. Robert Schuman vient de se rendre en Allemagne. C'était dans l'intention louable de rapprocher l'opinion publique des deux Républiques. Malheureusement, il avait, le 14 novembre 1949, fait une conférence de presse au cours de laquelle il déclarait : « On espère qu'avec l'appui des Alliés, le statut de la Sarre, voulu par elle, sera maintenu dans le traité de paix qui préciserait son autonomie ». Cette déclaration était inutile, car elle hypothéquait un avenir incertain, elle était dangereuse car elle appelait la réplique. Ce fut Théodor Heuss lui-même qui la donna au moment le plus mal choisi, c'est-à-dire l'avant-veille du jour où il allait recevoir chez lui le ministre français. Celui-ci était dès lors contraint de renouveler ses précédentes déclarations. Le chancelier Adenauer reprit la balle et la renvoya avec une vigueur que lui inspiraient sans doute les critiques du S. P. D. et l'exemple du Président de la République fé-



dérale. Alors la presse allemande, les membres du Gouvernement s'en donnèrent à cœur-joie. Nous entendîmes à cette occasion des paroles et des accents regrettables, car ils témoignent de sentiments qu'on espérait disparus. Il fallut que Robert Schuman allât à Berlin, pour qu'au contact de la réalité soviétique dans la capitale assiégée, ses interlocuteurs et lui reprissent conscience du grand danger de notre époque et replaçassent le problème sarrois à son juste niveau. Quoi qu'il en soit le voyage était un échec. Il ne fut pas un échec pour la France ou pour l'Allemagne, mais un échec pour l'Europe tout entière.

Ce ne sont ni les déclarations de Dean Acheson soutenant la thèse française, ni la reculade d'Adenauer qui ont amélioré les choses. Le problème tel qu'il a été abordé se place au niveau d'un rapport de force. Ce n'est pas ainsi qu'il sera résolu. Il est clair que dans l'état actuel des choses on peut imposer à l'Allemagne telle ou telle politique, il est non moins certain qu'à ce jeu on renforce son nationalisme même, et surtout lorsqu'il est contraint de se taire. On rend chaque jour plus difficile la tâche de ceux qui veulent faire de leur pays un Etat démocratique. On devrait enfin comprendre que ceux qui ont lutté pour la liberté des nations ne peuvent réduire au silence un peuple à qui l'on vient de rendre la parole.

En laissant ouvert sur ce sujet le dialogue franco-allemand des chancelleries nous savons exactement où cela nous mène. Les Etats parlent le seul langage qu'ils connaissent : celui des nationalismes. Il n'est pas fait pour se comprendre mais pour s'opposer.

*Au point où nous en sommes*

*maintenant arrivés, il faut dire de toute notre force que le problème sarrois n'est pas franco-allemand. Dans la mesure où il altère les relations entre deux peuples dont l'entente constitue la clef de voûte de la construction européenne, c'est l'Europe tout entière qui doit le prendre en charge. J'ai toujours été l'adversaire des conversations bilatérales. Je le suis aujourd'hui plus encore qu'hier. Il n'y a plus maintenant de problèmes qui concernent exclusivement deux nations. Tenter de les résoudre à ce niveau c'est être assuré de l'échec.*

*S'il subsiste encore, ce que je crois, une ombre de sagesse au Quai d'Orsay et à Bonn, il ne peut être mis en doute que la nécessité de faire l'Europe l'emporte sur toute autre considération. La France, selon moi, se grandirait en déclarant solennellement que pour l'immédiat le statut actuel doit être maintenu, mais que dans l'intérêt général elle remet la solution définitive du problème entre les mains du Conseil de l'Europe et de la population sarroise elle-même.*

J'ai eu l'occasion de m'en entretenir voici quelques jours seulement avec quelques hautes personnalités sarroises qui ne sont partiales, m'a-t-il semblé, ni dans un sens ni dans un autre. Après que je leur eus fait part de mes idées elles s'y sont immédiatement ralliées.

Qu'auraient la France et l'Allemagne à opposer à une telle solution? L'une ou l'autre redoute-t-elle le jugement de ses pairs et de l'opinion sarroise? Ne serait-ce pas donner aux Etats Nationaux un magnifique exemple? Un Français m'en voudra-t-il de souhaiter que cet exemple soit donné par la France? S'il s'en trouvait, ce ne pourrait être que les maurassiens de l'école stalinienne. Ceux qui me liront seront d'accord avec moi pour mépriser leur jugement. Ils reconnaîtront dans l'origine même des attaques qu'ils subiront la justesse de leur position.

# A SORRENTE : l'assemblée des

*A Sorrente un groupe imposant d'Européens « Les Nouvelles Equipes Internationales » - s'est réuni pour discuter des perspectives qui s'ouvrent devant notre Europe tourmentée.*

*Les discours prononcés et les messages parvenus à la réunion, dont nous donnons quelques extraits, constituent une précieuse directive pour la ligne de conduite que doivent adopter aujourd'hui les partis politiques du centre dans tous les Pays d'Europe pour accomplir leur mission démocratique et chrétienne.*

*En même temps un cri s'est fait entendre: le cri de l'Europe N° 2, de cette Europe actuellement opprimée sous le joug de la dictature stalinienne, de cette Europe au-delà du rideau de fer sans la participation effective de laquelle l'on ne peut atteindre l'idéal de paix, de justice et de liberté qui est à la base de l'idée fédéraliste.*

*Dans ce sens nous avons la certitude qu'à Sorrente un nouvel espoir vient de naître.*

Le 12 avril, à la Villa Battista à Sorrente, a eu lieu la réunion des délégués des divers groupes démocrates ayant adhéré aux Nouvelles Equipes Internationales, pour discuter un plan de collaboration dans le cadre de l'Europe Unie.

Seize Pays étaient représentés à Sorrente. La réunion était présidée par les quatre Vice-Présidents des N.E.I., MM. Robert Bichet, Paolo Emilio Taviani, Secrétaire Général du Parti Démocrate Chrétien italien; Rosenberg, Secrétaire Général du Parti Conservateur suisse et Hurdas, Ministre autrichien de l'Instruction Publique.

Citons parmi les personnalités présentes: M. Hoffmann, Président du Conseil de la Sarre, M. Hector, Sous-secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères, M. von Brentano, Président du groupe parlementaire de l'Union des Démocrates Chrétiens et de l'Union Sociale Chrétienne au Parlement fédéral de Bonn, M. Gielen, Vice-Président du Parti populaire catholique hollandais, le Secrétaire général du Parti chrétien allemand M. Bruno Dorpinghaus, M. Sutter, Secrétaire Général de la jeunesse chrétienne allemande, M. Sassen, chef de l'Union chrétienne hollandaise, M. Kolosi (Hongrie), M. Mahus, chef de la démocratie slovaque, M. Traian Moga (Roumanie), M. Graf, Sous-secrétaire autrichien du Ministère de l'Inté-



rieur, M. Peev (Bulgarie), M. Macevicius (Lithuanie).

La délégation italienne était composée de MM. Paolo Emilio Taviani; Piccioni, Ministre de la Justice; des Ministres Aldisio et Spataro et des sous-secrétaires d'Etat Avanzini, Bovetti, Clerici, Dominedò, Gava, Tambroni; Gronchi, Président de la Chambre des Députés; Cingolani, Président du Groupe parlementaire Démocrate-Chrétien du Sénat; Tosi, Liguori, Rocco, Jervolino, Stefano Riccio, Notarianni, Troisi; Mme Maria Jervolino, déléguée nationale de la section féminine du Parti démocrate-chrétien; MM. Ambrosini; Alfonso Franciosi, Président de l'Association de la Presse Napolitaine; Sala, Conseiller national du Parti Démocrate-chrétien; Centro, Secrétaire de la section du parti démocrate-chrétien de Sorrente; etc.

M. Agostino Schisano, maire de Sorrente a souhaité la bienvenue à ses illustres hôtes au nom de la ville.

Les Nouvelles Equipes Internationales sont une association internationale qui établit des contacts réguliers entre les partis, les groupes et les hommes dont l'action politique et sociale dans les divers pays s'inspire des principes du christianisme et des méthodes démocratiques.

Le thème traité à Sorrente est le suivant: « Des buts de la Démocratie Chrétienne dans l'Europe actuelle ».

M. Robert Bichet a donné lecture des messages adressés à Sorrente par les personnalités de divers pays, parmi lesquels un message très applaudi de Dom Luigi Sturzo. Le vieux fondateur du Parti populaire italien a dit entre autres:

« L'Europe libre n'est pas isolée; elle est vigoureusement soutenue par les Etats Unis d'Amérique; avec les Etats américains du Nord et du Sud et ceux du Commonwealth Britannique elle détient la majorité à l'Organisation des Nations Unies. Si ceci inspire une certaine confiance dans un avenir moins sombre, cela donne aussi à la vieille Europe le courage de se renouveler, de revoir sa position et de se préparer aux événements qui, qu'on le veuille ou non, se dérouleront dans cette partie de notre planète ».

M. Paolo Emilio Taviani a ensuite prononcé le discours d'ouverture. Le Secrétaire général du Parti démocrate-chrétien italien a dit notamment:

« Nous voulons seulement défendre et conserver le visage chrétien de l'Europe qui, actuellement encore, se manifeste par tant d'Institutions, par tant de coutumes de nos Nations. Nous voulons bâtir en Europe une nouvelle

# "Nouvelles Equipes Internationales,,

cohabitation des individus et des peuples sur la base des principes chrétiens et des méthodes démocratiques. Je dirais alors que le danger du bolchevisme se présente à nous plutôt comme un rappel à la réalité que comme un épouvantail.

Nous démocrates-chrétiens serions peut-être restés - je ne dis pas absentes - mais moins activement, concrètement et solidairement présents dans le moment politique actuel si le bolchevisme et le nazisme, avec leur conception inhumaine du monde, ne nous avaient tous secoués et poussés - même les plus réfractaires, les timides, les douteux - dans le vif du combat. Les meilleurs témoins de cette réalité sont certainement les délégués ici présents des partis chrétiens et démocratiques en exil. Roumains, Tchécoslovaques, Hongrois, Lithuaniens sont ici pour nous dire leurs souffrances et pour nous avertir d'un danger que nous devons

éloigner et détruire. Ce sera notre premier devoir dans l'Europe de demain.

Après l'allocution de *M. Taviani*, *M. Rosenberg* a donné la parole aux divers représentants des pays étrangers. On put ainsi entendre: *M. Schröder* pour l'Allemagne, *M. Graf* pour l'Autriche, *M. Houben* pour la Belgique, *M. Peev* pour la Bulgarie, *M. Bichet* pour la France, *M. Walshe* pour l'Angleterre, *M. Hoffmann* pour la Sarre, *M. Bauer* pour la Tchécoslovaquie, *M. Macevicius* pour la Lithuanie *M. Traian Moga* au nom des Nouvelles Equipes Internationales et des fédéralistes roumains. En dernier lieu, *M. Cingolani* prit la parole au nom du groupe parlementaire démocrate-chrétien du Sénat et souligna la position défensive des partis d'inspiration chrétienne contre le bolchevisme et exprima son espoir dans la victoire de la bonne cause.

des démocrates chrétiens est le renouvellement de la vie européenne sur le plan des rapports entre Etats, des structures internes et des rapports économiques et sociaux;

DECLARENT que ce renouvellement ne sera ni possible ni profond, ni effectif s'il n'est basé sur l'esprit chrétien et appuyé par les méthodes démocratiques;

SOULIGNENT que ce renouvellement exige la réalisation de l'unité de l'Europe;

DEMANDENT que tous les Pays démocratiques soient admis à la prochaine session de l'Assemblée européenne et que le Conseil Européen institue une autorité politique européenne dotée d'un pouvoir effectif.

signé:

*Hurdès*, Secrétaire Général du Parti Populaire Autrichien;

*Hoescher*, Président du Parti Chrétien Suisse;

*Houben*, Secrétaire général du Parti Chrétien Social Belge;

*Bichet*, pour le M.R.P. Français;

*von Doerpinghaus*, Secrétaire général du Parti démocrate - chrétien allemand;

*Geelen*, Vice - Président du Parti Populaire catholique hollandais;

Parti Démocrate - Chrétien italien.

\* \* \*

**En raison de l'espace limité dont nous disposions nous avons dû nous borner à ne donner que les grandes lignes du Congrès de Sorrente et à citer quelques extraits des discours prononcés.**

Dans notre prochain numéro nous donnerons un compte-rendu plus détaillé de la visite en Italie de *M. Jaime Torres Bodet*, Directeur général de l'U. N. E. S. C. O.

## LA MOTION POLITIQUE

Voici le texte de la motion politique finale approuvée à la réunion des N.E.I. à Sorrente:

Les N.E.I., convaincues qu'une volonté de paix anime tous les peuples du monde;

DENONCENT les régimes totalitaires qui, par leur structure,



brisent la voix libre des peuples et représentent toujours une menace de guerre;

CONSTATENT que les pays qui se trouvent sous la domination bolchevique connaissent un régime dictatorial et subissent une soi-disant démocratie populaire qui, en méconnaissant les droits de la personne humaine, détruit radicalement la démocratie politique;

que l'oppression politique et

l'attribution de tous les pouvoirs à une caste dominante représentent le rétablissement de la domination de l'homme sur l'homme et par conséquent la négation des bases mêmes de la justice sociale;

que les gouvernements dictatoriaux ont empêché jusqu'à ce jour un contrôle effectif des armements et partant leur réduction;

SUGGERENT que l'O.N.U. également procède à une enquête internationale pour connaître l'importance exacte des armements des divers Pays;

PROCLAMENT leur ferme volonté de combattre le bolchevisme, d'accord avec les partis, les mouvements et les hommes démocratique d'inspiration et chrétienne en collaboration avec toutes les forces du monde libre;

AFFIRMENT que la seule défense contre le bolchevisme ne suffit pas, mais que la mission

# SYNTHÈSES

*Le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni considère la création d'une économie européenne saine, et le rétablissement de la confiance en Europe, comme l'un des buts fondamentaux de sa politique; et il est déterminé à persévérer dans ses efforts pour constituer une Europe libérée du besoin et de la peur. En dépit des difficultés qu'il a fallu surmonter, des résultats substantiels ont été obtenus, et le Gouvernement de Sa Majesté croit fermement que de nouveaux progrès seront accomplis.*

CLEMENT R. ATTLEE

Premier Ministre de Grande-Bretagne.

» «

L'Europe est attachée par de multiples liens au reste du monde; et nous ne pourrions nous reposer aussi longtemps que nous n'aurons pas jeté un pont par-dessus l'abîme insensé et dangereux qui, jusqu'à présent, divise l'Europe et le monde en deux parties qui parlent des langages différents.

THORKIL KRISTENSEN

Membre du Parlement Danois

» «

*Le contraste est grand entre la rapidité avec laquelle se forge une Europe orientale, modelée par les mains puissantes du dictateur de Moscou, et la lenteur avec laquelle s'élabore l'Europe de l'ouest où il faut tenir compte des réactions des syndicats patronaux et ouvriers qui seraient atteints, dans leurs intérêts immédiats, par la redistribution du travail entre les pays de l'Europe occidentale, conséquence inéluctable et heureuse de la suppression des frontières douanières entre eux.*

*Pour réussir il faudra aux dirigeants de ces pays beaucoup d'imagination, beaucoup de volonté et beaucoup de hardiesse.*

PAUL REYNAUD

Ancien Président du Conseil des Ministres Français, Député

Je crois que l'unification de l'Europe est possible; je crois qu'elle est possible dans un délai très bref.

Les conditions morales sont réunies, les conditions matérielles peuvent être réalisées rapidement.

Mais il faut parler clair et abandonner le terrain des déclarations sonores et vagues. Il faut poser comme premier principe celui-là même qui est dans le préambule de la Constitution française: chaque Nation doit abandonner une part de sa souveraineté. Chaque Parlement doit donc abandonner une fraction de ses pouvoirs à l'Assemblée européenne; le Conseil des Ministres Européens doit être un pouvoir exécutif européen et s'employer à faire, exécuter les décisions de l'Assemblée européenne.

LÉON JOUHAUX

Président du Conseil Economique

» «

*Pour les libéraux, d'où qu'ils soient, la réalisation d'une Europe unie est un pas vers l'accomplissement de cet idéal et de ces principes pour lesquels eux-mêmes et leur parti se sont affirmés et ont lutté pendant des générations: la suppression des préjugés et des rivalités nationales; la destruction des barrières opposées à la libre circulation des biens, des personnes et des capitaux; le libre échange des idées, des nouvelles et du savoir; le maintien de la prédominance de la loi; l'établissement d'un système efficace de justice internationale; le maintien de la paix et, enfin, ce que nous considérons comme notre devoir le plus important, la sauvegarde de la liberté individuelle et de cet héritage sacré de la civilisation occidentale qu'est le respect de la personne humaine.*

CLEMENT DAVIES

Lénder du Parti Liberal Anglais  
Membre du Parlement

Dans l'inquiétude croissante causée par la situation européenne, l'opinion publique qui a créé le Conseil de l'Europe en vue du relèvement de notre continent à la suite de deux guerres désastreuses, veut savoir quels sont les résultats d'une année de travail de cette nouvelle organisation, quels sont, dans les domaines politique et économique, les progrès réalisés vers l'union plus étroite et la stabilisation de l'Europe, en tant que force pacifique plus nécessaire que jamais en face des dangers croissant qui menacent la paix? Parmi ces dangers qu'il me suffise de rappeler deux des présages de mauvais augure de l'année passée: l'expansion, sur une immense partie de l'Asie, du même régime totalitaire qui, à l'ouest, nous menace; l'effroyable, et presque inconcevable multiplication, dans le domaine de l'armement, de nos possibilités de destruction de la race humaine. En face de ces événements, malgré quelques résultats à noter, le tableau n'est pas, je le crains, dans l'ensemble, impressionnant, et l'opinion publique doit trouver, j'en suis persuadé, que les progrès sont plus lents et moins substantiels que les peuples de l'Europe n'étaient en droit de l'espérer.

SEAN MACBRIDE

Ministre des Affaires Etrangères  
d'Irlande



# EUROPÉENNES

*Si l'Europe entend maintenir les conditions actuelles, avec des Etats qui s'opposent, avec d'innombrables obstacles à la production et au commerce, des frontières fermées, de fortes barrières douanières, des monnaies différentes; en bref, si l'Europe doit continuer à être divisée au lieu d'être un continent uni, alors les problèmes ne seront pas résolus.*

*L'Europe vivra en une opposition catastrophique avec l'évolution actuelle politique, technique, et économique, et avec ses exigences. La paix ne pourra être assurée, et les peuples européens seront condamnés à la pauvreté.*

**OLE BJORN KRAFT**

Président du Parti Conservateur Danois  
Vice-Président du Conseil de l'Europe

» «

*Il me semble évident que le peuple américain n'offrira pas au reste du monde et notamment à l'Europe une chance équitable et raisonnable de gagner, par l'exportation et par des services, les dollars dont ils ont besoin. Dans de telles circonstances — et je ne compte pas sur un changement quelconque de cette attitude américaine si regrettable — je pense que la pression économique pose l'union douanière européenne comme une expérience qu'il faudra tenter.*

**A. P. MOLLER**

Armateur (Danemark)



Quant aux difficultés entre Etats qui pourraient faire croire que certains d'entre eux sont moins favorable que d'autres à l'unité européenne, je crois qu'il nous faut prouver le Mouvement en marchant et que dès que l'unité européenne aura fait des progrès, aucun des grands Etats ne pourra demeurer en dehors du groupe en voie de formation.

**GEORGES VILLIENS**

Président du Conseil National  
du Patronat Français

» «

L'économie européenne doit être unifiée. C'est la condition nécessaire de la reconstruction, après les suites d'une guerre désastreuse.

Le grand exemple des Etats-Unis d'Amérique est là pour apprendre à l'Europe la signification d'une vaste entité économique. Dans son propre intérêt, il faut que l'Europe surmonte les difficultés présentes qui sont obstacle à son unification

**CAHL V. BRAMNSAEN**

Ancien Président de la Banque  
Nationale Danoise

» «

*L'Europe qui, au cours du dernier quart de siècle, a passé par tant de vicissitudes, a un besoin pressant de s'unir, de conjuguer les efforts des meilleurs de ses enfants en vue de sauver de la destruction complète les valeurs intellectuelles et morales, qui représentent notre patrimoine commun et forment les bases sur lesquelles repose notre conception de la liberté et de la prééminence du droit.*

**NEUMEDDIN SADAK**

Ministre des Affaires Etrangères  
de Turquie

*Pour empêcher la guerre et recommencer à bâtir sur un sol ferme, il est indispensable que les peuples animés du même idéal s'unissent et conjuguent leurs forces éparses. Nul ne peut plus se défendre et prospérer s'il est seul. L'union est la condition de notre survivance et de la paix.*

*Il faut agir et agir vite, car le temps presse. Des sacrifices et des efforts exceptionnels s'imposent. Il faut que l'Occident s'organise; le Pacte à Cinq, le Pacte Atlantique lui assurent dès à présent les bases de départ. Lorsque l'Europe aura retrouvé, par l'union, sa force et son prestige; lorsque grâce à elle, la Paix se trouvera à nouveau assurée, alors, il sera temps de reprendre — par des voies qui n'apparaissent pas encore mais qui existent — la recherche d'une Union plus vaste, à la mesure du monde entier. —*

**PAUL VAN ZEELAND**

Ministre des Affaires Etrangères  
de Belgique

» «

En ce qui concerne le Gouvernement de Sa Majesté, le rôle qu'il a joué en faveur de la coopération européenne est suffisamment éloquent. Toutefois, s'il a abordé des problèmes complexes et difficiles d'une manière plus soigneusement préparée que certains de ses critiques ne l'affirmeraient, c'est parce qu'il désire avant tout que le Conseil de l'Europe soit construit sur une base solide, qu'il ne s'engage pas dans une politique par laquelle aucun parlement ni aucun peuple ne l'a encore demandé, qu'il ne choisisse pas des objectifs si élevés et qu'il ne se conduise pas d'une telle façon que l'insuccès et la désillusion doivent nécessairement en suivre.

**ERNEST BEVIN**

Ministre des Affaires Etrangères  
de Grande-Bretagne

# POUR UN PACTE FÉDÉRAL

(Suite du N. 2)

## c) Questions particulières

### 1) ALLEMAGNE

La République fédérale allemande doit participer immédiatement et de plein droit à l'élaboration et à la création des institutions de l'Autorité Européenne.

Pour les fonctions fédérales directes, la République fédérale allemande aura les mêmes droits et les mêmes devoirs et sera soumise aux mêmes limitations de souveraineté que tous les autres Etats-membres.

Quant à celles des fonctions nationales qui restent actuellement sous le contrôle de la Haute Commission interalliée, l'Autorité Européenne négociera avec les Etats participant à cette Haute Commission sur les moyens d'exercer ces contrôles et sur l'autorité habilitée à les assumer.

En outre, l'Autorité Européenne aura pour tâche de déterminer le moment et les modalités selon lesquelles la République fédérale allemande pourra participer à la défense commune de l'Europe sans que surgisse une nouvelle source de danger pour ses voisins et pour elle-même.

### 2) PAYS ASSOCIÉS ET TERRITOIRES DEPENDANTS D'OUTRE-MER.

L'Europe risquerait de n'être pas viable si elle ne tenait pas compte des liens qui la rattachent à des pays et à des territoires répartis sur tout le globe.

Cependant, l'ère de la propriété nationale des territoires coloniaux est révolue. Par ailleurs, des territoires différents ont atteint des degrés différents d'autonomie. Il existe des Etats indépendants et démocratiques associés à la métropole par des liens de nature particulière (tenant par exemple à l'origine ou à la tradition), tels ceux qui se manifestent dans le Commonwealth et l'Union Française.

Lors de l'élaboration du Pacte Fédéral, il faudra prévoir des modalités spéciales permettant le maintien de ces liens dans toute la mesure conciliable avec l'intérêt général. Dès à présent, une politique européenne commune de mise en valeur pourrait être entreprise dans certaines régions d'Afrique, pour le plus grand bien de toutes les populations intéressées.

La Fédération européenne serait inacceptable pour certaines nations d'Europe si elle devait entraîner une rupture de leurs liens avec des pays

associés et des territoires dépendants d'outre-mer, les plaçant ainsi devant un choix aussi néfaste à l'Europe qu'à eux-mêmes. Il doit leur être rendu possible de concilier leurs associations anciennes avec la structure nouvelle de l'Europe, vitalement nécessaire à tous.

Dès la signature du Pacte fédéral, les Etats-membres seront invités, par l'Autorité Européenne et sous son contrôle, à adapter aux engagements fédéraux qu'ils auront souscrits les liens particuliers qui les associent à des pays ou territoires d'outre-mer. En attendant, le Conseil de l'Europe doit être invité à étudier d'urgence, en consultation avec toutes les parties intéressées, cette question capitale pour le succès de la construction européenne.

### 3) CITOYENNETÉ EUROPÉENNE

Le Pacte fédéral établira une citoyenneté européenne acquise de plein droit par tous les ressortissants des Etats-membres, sans préjudice des citoyennetés nationales qui seront maintenues. La citoyenneté européenne pourra être octroyée aux personnes déplacées et apatrides d'origine européenne.

### 4) L'EUROPE ET LE MONDE.

Le Pacte fédéral comportera un article, rédigé dans l'esprit des articles 11 de la Constitution française, 12 de la Constitution italienne et 29 de la Constitution allemande, prévoyant le transfert d'une part des pouvoirs de la future Fédération Européenne, sous réserve que les autres participations s'effectuent sur un pied d'égalité, à des organismes confédéraux, de caractère universel si possible, qui s'édifieront selon les principes fédéralistes de justice et de liberté.

## La campagne pour le Pacte Fédéral en Italie

*La campagne pour la pétition fédéraliste s'est ouverte en Italie le 2 avril, par une série de manifestations.*

*A Rome une réunion a eu lieu au théâtre Adriano. Elle a été présidée et ouverte par M. Ignazio Silone, qui prit la parole devant un public nombreux. MM. Giuseppe Cappi, Meuccio Ruini et Arangio Ruiz ont fait ensuite des discours très applaudis.*

*Des manifestations analogues se sont déroulées à Milan, à Turin, à Gênes, à Bari, à Florence, à Ancone, à Pérouse, à Trente et à Palerme, avec le concours des principaux représentants du mouvement fédéraliste italien, parmi lesquels MM. Parri, Calosso, Mondolfo, Andreoni, Carandini, Giaccherio, Calamandrei etc. Elles ont été suivies avec un vif intérêt par la population italienne.*

*Au cours des prochaines semaines, la campagne fédéraliste se poursuivra, dans la Péninsule, avec d'autres grands meetings.*

# E. R. P. = neuf milliards de dollars pour l'Europe

Depuis le début du Plan Marshall le total de l'aide à l'Europe a atteint un montant global de 8.686.000.000 de dollars, y compris les 76.815.000 dollars alloués récemment en faveur des pays participants. Voici les fonds accordés à ce jour aux divers pays participant à l'ERP:

|                               | dollars              |
|-------------------------------|----------------------|
| <i>Autriche</i>               | 403.967.000          |
| <i>Belgique et Luxembourg</i> | 471.967.000          |
| <i>Danemark</i>               | 189.061.000          |
| <i>France</i>                 | 1.820.457.000        |
| <i>Allemagne Occ.</i>         | 839.917.000          |
| <i>Grande Bretagne</i>        | 2.393.051.000        |
| <i>Grèce</i>                  | 300.832.000          |
| <i>Indonésie</i>              | 101.570.000          |
| <i>Irlande</i>                | 117.568.000          |
| <i>Islande</i>                | 10.893.000           |
| <i>Italie</i>                 | 957.955.000          |
| <i>Norvège</i>                | 170.180.000          |
| <i>Hollande</i>               | 706.372.000          |
| <i>Portugal</i>               | 11.370.000           |
| <i>Suède</i>                  | 84.586.000           |
| <i>Trieste</i>                | 23.940.000           |
| <i>Turquie</i>                | 82.625.000           |
| <b>Total</b>                  | <b>8.686.019.000</b> |

25% des secours Marshall accordés jusqu'à présent a été utilisé par l'Europe occidentale pour l'achat de denrées alimentaires en vue de donner aux populations des pays participants un régime alimentaire suffisant. A l'heure actuelle, 15% de l'importation de ces produits est financé avec des fonds ECA. En effet, si, d'une part, le Danemark, grâce à son abondante production agricole, n'a pratiquement pas besoin de fournitures américaines, 38% de la consommation de denrées alimentaires en Autriche est composé, d'autre part de marchandises ECA.

Les données disponibles à la fin de la deuxième année de l'ERP démontrent qu'en 1949 la production industrielle a été supérieure de 15% à celle de 1938 et, au cours du dernier trimestre, même de 20%. Enfin, si l'on exclut des statistiques l'Allemagne occidentale, le pourcentage atteint environ 29%.

La production de l'acier, notamment, a augmenté de près de 17% en 1949 par rapport à 1948, car elle a atteint 46 millions de tonnes; celle des fibres textiles



à enregistré une augmentation de 15% en dépassant de 5% le niveau d'avant guerre; celle du charbon est passée de 398 millions de tonnes en 1948 à 434 millions en 1949; la production de l'énergie électrique est passée de 13.614.000.000 de kwh en 1947 à 16.500.000.000 l'année dernière; enfin, la production de véhicules automobiles, toujours en 1949, a dépassé de 31% celle d'avant-guerre et pendant le dernier trimestre elle a été supérieure de 50% à la production du dernier trimestre de 1947.

Le commerce aussi a marqué, en 1949, une augmentation considérable par rapport à l'année précédente, tant sur le plan intra-européen que sur le plan international.

Le chômage a été réduit au minimum dans tous les pays de l'ERP, sauf en Italie, en Allemagne occidentale, en Belgique et en Grèce.

Naturellement, l'ECA aide activement les nations de l'Europe occidentale à se suffire également dans le domaine agricole et pour l'année en cours on prévoit que la production européenne battra un nouveau record d'après-guerre. Ceci a aussi été obtenu grâce à l'assainissement de vastes zones autrefois improductives. Le Gouvernement français, par grande étendue située à l'embouchure du Rhône, en Camargue, et en Italie 70 milliards du Fonds, exemple, a rendu cultivable une Lires ont été destinés à l'assainissement de 3.200.000 hectares.

La construction d'installations hydro et thermo-électriques, le

développement de l'industrie minière et la remise en activité de lignes de chemin de fer endommagées du fait de la guerre représentent les autres buts essentiels à atteindre en vue d'accroître la production. Notamment, pour la seule construction d'installations électriques, on a dépensé l'équivalent de 423.300.000 dollars au 1er janvier 1950. On comprend donc que M. Paul G. Hoffmann, directeur de l'ECA ait qualifié de « spectaculaire » et supérieur aux prévisions les plus optimistes d'il y a deux ans le développement obtenu dans la production industrielle des pays de l'ERP.

Parlant aux Commissions réunies du Sénat et de la Chambre, M. Hoffmann a dit qu'il croit à la constitution d'un marché européen unique, semblable au marché américain; l'élimination des restrictions imposées actuellement au mouvement des marchandises à travers les frontières nationales de l'Europe, la réduction des barrières monétaires grâce à la création d'une chambre de compensation et la réduction progressive des tarifs douaniers des pays ERP sont les conditions nécessaires pour la réalisation de l'unification économique et quoique l'Europe ait déjà accompli des progrès dans cette voie, par exemple par la diminution des contingents d'importation, il reste encore beaucoup à faire.

M. Hoffmann, comme d'autres représentants de la politique et de l'économie américaine a enfin souligné la nécessité de voir les Etats-Unis augmenter leurs importations en provenance de l'Europe afin que le vieux Continent puisse combler le vide existant entre son besoin de devises et ses possibilités réelles de s'en procurer. D'ailleurs, on a déjà beaucoup fait dans ce domaine pendant les deux premières années du Plan, au cours desquelles le déficit européen a été réduit de 7.400.000.000 de dollars environ à un peu plus de 4 milliards.

# Les Roumains et l'idée européenne

*A l'occasion de son élection comme Président du Mouvement Roumain pour l'Unité Européenne, M. Constantin Dragan a prononcé une brève allocution dans laquelle il a dit entre autres :*

Mes occupations de nature commerciale et financière m'ont tenu éloigné de toute compétition politique ou de parti, mais en même temps elles m'ont permis d'entrevoir sur un plan plus concret — le plan économique — la solution des problèmes-base de divers pays, y compris la Roumanie, solution qui ne peut s'obtenir isolément mais uniquement dans le cadre d'une organisation politique plus vaste.

Les progrès techniques et industriels, la rapidité des moyens de communication et de transmission de la pensée humaine, l'évolution idéologique et sociale ont créé une telle interdépendance entre les peuples qu'aujourd'hui, aucune décision, dans aucun domaine, ne peut être prise dans le cadre restreint des frontières nationales, mais seulement en accord avec tous les autres peuples.

Le bien-être d'un peuple dépend du bien-être des autres peuples ou le conditionne; l'isolement de l'un impose des restrictions à d'autres; l'un constitue le complément de l'autre; tous forment les éléments d'une parfaite symbiose.

La distribution des matières premières, la spécialisation de la main d'oeuvre, déterminées par les conditions climatiques, par la nature du sol, par les caractéristiques spécifiques des peuples; la nécessité d'une organisation unique, capable d'assurer un prix de production minime à l'avantage des consommateurs, et ainsi de suite, requièrent la formation d'une entité plus vaste, embrassant au moins toute l'Europe ».

*Après avoir développé des considérations d'ordre technique et pratique et souligné les avantages d'une Europe unifiée, M. Constantin Dragan a poursuivi :*

« Les souffrances de la deuxième guerre mondiale unissent aujourd'hui les peuples européens. Les Etats-Unis aident à la reconstruction économique de notre Continent sous une forme initiale d'intégration réciproque. Sous la pression de la crainte d'une troisième guerre, qui se prépare et se rapproche, une nouvelle entité politique va naître: l'Europe.

Le problème économique domine et caractérise notre siècle. La politique même qui actuellement divise le monde en deux est de nature particulière: elle part du facteur social et elle a comme centre le problème de la production et de la distribution.

Voilà pourquoi c'est un contre sens que nous autres Roumains nous groupions en ce moment en partis politiques en dispersant nos efforts et notre solidarité en petites fractions infructueuses et sans résultats pratiques.

*Les problèmes roumains doivent trouver leur solution sur un plan européen.*

*Sans doute la solution de nos problèmes roumains ne peut être trouvée sur un plan national, mais seulement dans le cadre de la fédération européenne.*

*Si nous relisons l'histoire, nous verrons que notre position géographique nous a valu des sacrifices.*

*Sentinelles immobiles aux portes de l'Europe, la moindre agitation idéologique, le moindre frémissement des peuples nous a vus sacrifiés pour le bien de l'Occident qui, pendant ce temps, pouvait se développer et évoluer en paix. A part le titre d'« Athlète du Christ » que le Pape donna à Etienne le Grand, et que seuls nos livres d'histoire ont enregistré, aucune satisfaction tangible ne nous a été donnée par cet Occident qui tremble aujourd'hui devant le danger rouge. La gloire de la défense de la chrétienté en Orient est revenue à la Pologne et à la Hongrie. Phénomène normal d'ailleurs, puisque nous, quoique latins, avons évité les*

*rapports avec l'Occident et surtout avec Rome.*

*Aujourd'hui plus que jamais nous recueillons les fruits de cette politique et le danger qui nous menace est non seulement d'ordre politique et social mais religieux.*

*Les moyens de guerre modernes et le colosse qui s'est formé à nos frontières nous empêchent de nous opposer avec succès, comme par le passé, à l'invasion des barbares.*

*Maintenant l'Europe entière, unie, est appelée à défendre ses frontières avec toutes ses forces et avec l'aide des alliés d'outre-Atlantique, faute de quoi elle sera écrasée par le choc inévitable des deux forces en présence.*

Aujourd'hui le sort de la Roumanie dépend de la création de liens étroits avec l'Occident dans tous les domaines:

sur le plan religieux: rapprochement toujours plus étroit du Trône de Saint Pierre, en tant que peuple incontestablement latin;

sur le plan économique: industrialisation et organisation des moyens d'exploitation de notre sol et de notre sous-sol dans le cadre de la symbiose, intégration avec les autres peuples afin de relever le standard d'existence et le niveau culturel du peuple roumain;

sur le plan politique: encadrement dans la famille européenne — la fédération européenne.

L'essence et l'orgueil de l'Etat souverain et indépendant appartient au passé. Nous devons faire l'effort de devenir des associés civilisés de la communauté européenne. Je vous affirme, Messieurs, que je vivrai le moment le plus heureux de ma vie quand j'aurai la plaisir de me déclarer citoyen de notre vieille Europe.

J'espère qu'en travaillant dans ce sens nous aurons la compréhension et l'appui de la plupart des Roumains vivant à l'étranger et que la grande famille européenne, en nous accueillant, reconnaîtra toute notre foi et toute notre bonne volonté ».

# INFORMATIONS

Au cours d'une interview accordée à M. Kingsbury-Smith, Directeur général de l'I. N. S., le Comte Sforza, Ministre italien des Affaires Etrangères, en parlant de l'union douanière franco-italienne, a exprimé le souhait que cette union s'étende jusqu'à inclure les pays du Benelux et l'Allemagne occidentale, et à former une base pour une Fédération économique européenne.

*«L'unité économique de l'Europe, a dit le Ministre, est une nécessité absolue qui, si elle était réalisée, apporterait aux peuples de l'Europe occidentale la plus grande ère de prospérité que l'on ait jamais connue.»*

Le Comte Sforza a déclaré en outre que le Parlement italien est prêt à ratifier le traité d'union douanière avec la France dès que le Parlement français se sera prononcé en sa faveur.

L'interview du Comte Sforza a eu un grand retentissement dans toute la presse européenne et américaine.



Les Ukrainiens résidant en Italie ont constitué récemment le «Groupe Ukrainien pour l'Unité Européenne» ayant à sa tête un Comité de direction provisoire composé comme suit: Président, M. Vasyly Fedorontchouk; Vice-Président, l'abbé Ivan Chomenko; Secrétaire, M. Pavlo Sydor; Trésorier, M. Jurij Konovaletz; membres: M. Stepan Ryvak et Mlle Nadia Mysetzko.

Ce groupe se propose de diffuser l'idée de l'unité européenne parmi les nombreux Ukrainiens résidant en Europe occidentale et d'y créer des sections.



Il travaille en étroite collaboration avec le «Mouvement Italien pour l'Unité Européenne» et avec d'autres mouvements nationaux similaires existant en Italie, notamment ceux des pays de l'Europe Centrale et Orientale.

Le Groupe Ukrainien, dont le siège provisoire se trouve auprès du «Mouvement Italien pour l'Unité Européenne», Largo di Villa Massimo, 1 à Rome, se propose en outre de collaborer étroitement avec le Conseil National Ukrainien en exil, qui représente actuellement, pour les réfugiés ukrainiens, le seul organe politique libre de leur pays.



*La campagne pour la pétition en faveur d'un Pacte Fédéral est due à l'initiative d'un Comité international dont font partie des représentants de tous les mouvements fédéralistes.*

*Voici la liste des représentants italiens:*

M. Edoardo Amaldi, M. C. Bre-sciani Turroni, M. Piero Calamandrei, M. Pietro Campilli, M. Giuseppe Cappi, M. Nicolò Carandini, M. Alessandro Casati, M. Guido Castelnuovo, M. Gustavo Colonnetti, M. Giovanni Conti, M. Benedetto Croce, Donna Ida Einaudi, M. Enzo Giacchero, M. Igino Giordani, M. Guido Gonella, M. Stefano Jacini, M. Ugo La Malfa, M. Carlo Levi, M. I. Matteo Lombardo, M. Matteo Matteotti, M. Donato Menichella, Maria Montessori, M. Alberto Moravia, M. Adriano Olivetti, M. Ferruccio Parri, M. Giulio Pastro-

re, M. Alberto Pirelli, M. Giuseppe Romita, M. Meuccio Ruini, M. Gaetano Salvemini, M. Giuseppe Saragat, M. Ignazio Silone, M. Luigi Salvatorelli, M. Altiero Spinelli, Don Luigi Starzo, M. Umberto Zanotti Bianco.



*M. Torres Bodet, Directeur général de l'UNESCO, ancien Ministre des Affaires Etrangères des Etats Unis du Mexique, est venu à Rome en visite officielle le 17 avril. Au cours de son séjour dans la capitale italienne, M. Torres Bodet a été reçu par M. Luigi Einaudi, Président de la République, par M. Alcide De Gasperi, par le Comte Sforza, Ministre des Affaires Etrangères et par le Ministre de l'Instruction Publique, M. Gonella.*

*Le Directeur général de l'UNESCO a quitté Rome pour se rendre à Florence, puis à Milan.*



La Commission nationale de l'UNESCO en Italie s'est réunie à la Villa Massimo à Rome, le 21 mars dernier. Outre tous les Membres de la Commission, le Comte Sforza, Ministre des Affaires Etrangères, M. Gonella, Ministre de l'Instruction Publique, et le Sénateur Stefano Jacini, représentant italien à l'Unesco de Paris, ont pris part à la réunion.

Après les discours du Comte Sforza et du Sénateur Jacini, le Sénateur Alessandro Casati, ancien Ministre, Vice-Président du Conseil Supérieur pour l'Instruction Publique, fut élu Président de la Commission Nationale de l'UNESCO en Italie.

## LA COUR SUPRÊME EUROPÉENNE

La Cour Suprême Européenne dont la création a été décidée à l'Assemblée de Strasbourg garantit collectivement et réciproquement à tous les Etats membres du Conseil de l'Europe les droits suivants :

- 1.) droit à la sécurité personnelle;
- 2.) droit à l'exemption de toute forme d'esclavage;
- 3.) liberté de toute arrestation, détention ou exil arbitraires;
- 4.) liberté de toute intervention arbitraire dans la vie privée et familiale et dans la correspondance;
- 5.) liberté de pensée, de conscience et de religion;
- 6.) liberté d'opinion et d'expression;
- 7.) liberté de réunion;

- 8.) liberté d'association;
- 9.) liberté de s'unir en associations syndicales;
- 10.) droit au mariage et à la constitution de la famille;
- 11.) droit des parents sur le genre d'éducation de leurs enfants;
- 12.) droit de propriété.

Selon la résolution adoptée, la Cour Suprême Européenne devrait assurer l'observation de ces droits. Elle devrait être composée de neuf juges, assistés d'une Commission d'enquête. Tous les membres de la Cour devraient être élus par l'Assemblée et par le Comité des Ministres du Conseil Européen. La résolution prévoit en outre qu'aucune nation ne devrait être représentée à la Cour par plus d'un juge.

## L'U. E. F. et les propositions d'Adenauer

*Le Bureau Exécutif de l'Union Européenne des Fédéralistes, après avoir étudié la proposition d'union franco-allemande du Chancelier Adenauer, tient à ce sujet à formuler les remarques suivantes :*

1<sup>o</sup> Cette proposition, venant immédiatement après les accords franco-sarrois, témoigne du désir du Chancelier d'aboutir à une entente franco-allemande dans le cadre européen considéré par lui comme l'objectif nécessaire. De tels sentiments ne peuvent qu'emporter l'agrément de ceux qui militent pour l'unification européenne.

2<sup>o</sup> Cette proposition, cependant, ne semble pas appelée à être retenue pour les raisons suivantes :

a) Le Chancelier Adenauer ne peut ignorer que la condition préalable du retour de la Sarre à l'Allemagne ne sera pas acceptée par le Gouvernement Français qui, à tort ou à raison, vient de consacrer, il y a quelques jours à peine, l'autonomie politique du territoire sarrois.

b) La structure des économies allemande et française est telle qu'une union limitée à la France et à l'Allemagne ne résoudrait aucun des problèmes posés aux deux pays. Notamment la disparité des prix de revient au bénéfice de l'Allema-

gne provoquerait en France de légitimes et violentes résistances dans le monde de la production et du travail.

L'Union franco-allemande présentée comme une étape vers l'unification européenne irait dans l'opinion publique française à l'encontre du but recherché.

Au surplus, cette union aurait pour résultat d'inquiéter les autres Etats européens.

c) Il est nécessaire enfin de rappeler, bien que le Gouvernement et le Parlement Fédéral ne portent aucune responsabilité dans les événements de la dernière décennie, que l'occupation allemande de la France est trop

proche pour que l'opinion française puisse se rallier sans hésitation à une proposition semblable.

Pour toutes ces raisons, le Bureau Exécutif de l'U.E.F. rappelle une fois de plus que c'est actuellement à Strasbourg que peut se trouver la solution du problème européen. Toute entente bilatérale, si respectable que soient ses mobiles, va en définitive à l'encontre du but recherché. C'est par un pacte fédéral conclu entre le plus grand nombre de nations possibles dans le cadre du Conseil de l'Europe que sera réalisée l'union européenne nécessaire.

### bulletin européen

SUPPLÉMENT BIMENSUEL DE LA REVUE "EUROPA"

**Directeur-responsable: PIER FAUSTO PALUMBO**

Direction: 77, Via S. Niccolò da Tolentino - Rome

Tél. 470.420 - 470.421

Rédaction: 1, Largo di Villa Massimo - Rome

#### ABONNEMENTS :

**Italie** . . . . Lires 1000 | **Etranger** . . Dollars 3,—  
Membres bienfaiteurs » 5000 | Membres bienfaiteurs » 10,—

**Prix du No. : 50 liras**

**Edité par l'Agence de Presse Radio Europe**

Stab. Tipografico dell'Istituto di Studi sul Lavoro - Roma, Villa Massimo